



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/873
S/1996/88
7 février 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquantième session
Point 55 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante et unième année

Lettre datée du 5 février 1996, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Turquie auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du
2 janvier 1996, qui vous est adressée par M. Osman Ertuğ, représentant de la
République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la
présente lettre et de son annexe comme document de la cinquantième session de
l'Assemblée générale, au titre du point 55 de l'ordre du jour, et du Conseil de
sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Hüseyin E. ÇELEM

ANNEXE

Lettre datée du 2 janvier 1996, adressée au Secrétaire général
par M. Osman Ertuğ

Il est venu récemment à mon attention que le fondateur de l'"Académie byzantine" de Chypre-Sud vous avait envoyé une lettre à propos du patrimoine religieux de Chypre-Nord. La teneur de ladite lettre, telle qu'elle est rapportée dans la presse chypriote grecque, n'est qu'un ramassis d'allégations sans fondement contre la partie chypriote turque et la Turquie. Aussi ai-je l'honneur, afin que les faits soient clairement établis sur cette question, de vous exposer ce qui suit.

Je me permettrai, pour commencer, de me référer à la précédente lettre, en date du 4 décembre 1995, que je vous ai adressée sur le même sujet, et qui a été distribuée sous la cote A/50/800-S/1995/1007. Au risque de me répéter, je tiens à réaffirmer certains des points saillants de cette lettre, avant de m'étendre plus longuement sur d'autres aspects de celle de la partie chypriote grecque.

Les allégations concernant la "destruction systématique" des biens culturels dans le nord ne sont pas nouvelles et ont été réfutées de façon concluante non seulement par la partie chypriote turque, mais également par des sources indépendantes, notamment par un éminent expert de l'UNESCO et par la Commission de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Il convient de rappeler également que, dans une lettre adressée au London Times, M. Jacques Dalibard, éminent expert de l'UNESCO, qui s'est rendu par deux fois à Chypre depuis 1975, a constaté "qu'il n'y avait pas de pillage systématique et organisé du patrimoine culturel de Chypre et que, dans l'ensemble, considérant qu'il y avait eu une guerre, les pertes étaient limitées".

D'autre part, M. Ymenus van der Werff, Rapporteur général de la Sous-Commission du patrimoine architectural et artistique de la sous-commission de la culture et de l'éducation du Conseil de l'Europe, qui était venu dans l'île avec une délégation d'experts pour étudier la situation concernant les biens culturels dans les deux parties de celle-ci, a déclaré au paragraphe 5.3 de son rapport sur la question, qui a été publié comme document du Conseil de l'Europe sous la cote AS/CULT/AA(41)1 le 2 juillet 1989 : "Nous n'avons pas vu d'églises détruites alors que Saint-Georges à Limnia (dans le nord) figurait sur la liste des églises détruites".

Contrairement à ce qui est dit, c'est la partie chypriote grecque qui depuis toujours s'efforce sans désespérer de faire disparaître toute trace du patrimoine musulman turc à Chypre, tentant notamment entre 1963 et 1974 de "nettoyer" l'île de la population d'origine turque par des massacres et des expulsions ou autres formes d'intimidation. Pendant cette période tragique, des mosquées et autres lieux de culte musulman, y compris la Grande mosquée historique de Paphos, dans le sud, ont été détruits dans 103 villages, répartis à travers toute l'île. On trouvera dans le rapport susmentionné du Conseil de l'Europe le passage ci-après, aussi triste qu'il est révélateur :

/...

"5.3 Nous avons constaté avec regret que la mosquée principale de Paphos avait été complètement détruite. Depuis lors, tout le secteur a été rasé pour élargir une route et construire un parking. Rien ne rappelle l'existence de cette mosquée. En dessous de la route, un établissement de bains turc reste enfoui sous les débris et la végétation et n'est pas encore restauré. Le cimetière chypriote turc qui jouxte la mosquée voisine de Sainte-Sophie Mouttalos est en mauvais état."

La partie chypriote grecque continue aujourd'hui à manifester le plus profond mépris pour ce qui reste du patrimoine islamique turc dans le sud de Chypre. Ainsi, la mosquée historique de Bayraktar sur les anciens remparts de Nicosie, dans le secteur grec de la ville, qui avait été attaquée et bombardée à maintes reprises avant 1974, a de nouveau subi plusieurs bombardements et incendies criminels. Et ce, pour la raison que cette mosquée est le symbole séculaire du patrimoine turc islamique de l'île et rappelle avec force que Chypre n'est pas une île grecque.

En ce qui concerne les allégations de profanation avancées dans ladite lettre à propos de la transformation d'un certain nombre d'églises en mosquées ou musées, je me permets de souligner que la conservation des monuments historiques en leur rendant un usage n'est pas seulement autorisée mais également recommandée dans nombre d'instruments internationaux. On se reportera par exemple à la Déclaration d'Amsterdam, qui a été publiée par le Congrès sur le patrimoine architectural européen, en octobre 1975, et où l'on peut lire ce qui suit :

"On a vu que des bâtiments historiques peuvent se voir affectés à de nouvelles fonctions en rapport avec les besoins de la vie contemporaine. (p. 7, par. 3)

... Les autorités locales devraient ... affecter les édifices à des fonctions qui, tout en respectant leur caractère, correspondent aux besoins de la vie contemporaine et assurer ainsi leur survie. (p. 9, par. 3 et 5)

Une politique de conservation signifie aussi l'intégration du patrimoine architectural dans la vie sociale." (p. 10, par. 5)

La Charte de Venise, qui a été rédigée en mai 1964 par le Congrès international des architectes et des techniciens des monuments historiques, n'a pas d'autres objectifs. Conformément à son article 5, "La conservation des monuments est toujours favorisée par l'affectation de ceux-ci à une fonction utile à la société. Une telle affectation est donc souhaitable, mais elle ne peut altérer l'ordonnance ou le décor des édifices".

Dans la ligne de ce qui précède, on peut lire également au paragraphe 5.3 du rapport mentionné plus haut du Conseil de l'Europe ce qui suit :

"Dans plusieurs cas, les églises sont utilisées comme mosquées ou à d'autres fins..."

/...

Bien que ce point soit controversé, nous pouvons difficilement critiquer de telles réaffectations. Comme l'ont fait remarquer les Chypriotes turcs, la politique générale du Conseil de l'Europe consiste depuis un certain temps déjà à inciter à réaffecter les édifices religieux superflus..."

Parmi les églises et édifices religieux actuellement reconvertis en musées d'icônes dans Chypre-Nord, les plus notables sont l'Eglise de l'Archange Saint-Michel à Girne, le Monastère de Saint-Barnabé à Gazimağusa, l'Eglise de Saint-Mamert à Güzelyurt, l'Eglise de la Vierge Marie à Karaman et l'Eglise de Bellapais à Beylerbeyi.

Il ressort de ce qui précède que les plaintes de la partie chypriote grecque sont sans fondement et totalement injustifiées. Étant donné que ce sont les Chypriotes grecs qui ont systématiquement abîmé, détruit ou traité avec le plus total mépris les monuments culturels et religieux, les lieux de culte et d'autres biens culturels faisant partie du patrimoine islamique turc, il semble bien que les accusations portées par eux à ce sujet ne visent à autre chose qu'à détourner sur les Chypriotes turcs le blâme auquel devraient normalement les exposer leurs propres méfaits.

Je ne doute pas qu'au vu de ces explications vous ne rejetiez, comme elles doivent l'être, les allégations de l'"Académie byzantine" qui, de toute évidence, cherche à exploiter les questions culturelles à des fins de propagande politique, et que vous voudrez bien rappeler à cette organisation que son attitude n'est aucunement propre à favoriser un rapprochement entre les deux communautés à Chypre.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la cinquantième session de l'Assemblée générale, au titre du point 55, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Osman ERTUĞ
